

GRAND ANGLE

Le défi du futur est de fournir une alimentation saine à une population mondiale sans cesse croissante. Notre planète compte aujourd'hui plus de 7,6 milliards d'habitants et nous serons sans doute près de 9,8 milliards d'humains en 2050. L'agriculture mondiale va être de plus en plus sollicitée dans les années à venir. L'agroécologie sera-t-elle la solution ?

L'agroécologie : espoir ou chimère ?

| Un article de Marc Dufumier |

BIO Marc Dufumier est un agronome et enseignant-chercheur français à la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole d'AgroParisTech qu'il a dirigée de 2002 à sa retraite en 2011. Il y fut le successeur de René Dumont et de Marcel Mazoyer. Il a été impliqué dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation de nombreux projets et programmes de développement agricole, en France comme à l'étranger, notamment dans les pays du Sud.

Pour vivre en bonne santé, notre nourriture doit être suffisante et diversifiée, avec une diète parfaitement équilibrée au cours de chacun de nos repas. Il nous faut combiner intelligemment divers ingrédients dans nos régimes alimentaires : glucides (sucre, amidon, etc.), lipides (huiles, graisses, etc.) protéines, vitamines, éléments minéraux, fibres, antioxydants, etc.

Ainsi doit-on éviter les excès en sucres, alcools et acides gras saturés, pour prévenir l'apparition d'obésités, diabète et maladies cardiovasculaires. Ne pas exagérer non plus la consommation de viandes rouges et substituer à celles-ci des légumes secs riches en fibres : pois-chiches, fèves, lentilles, etc. De

même est-il souvent recommandé de manger cinq fruits et légumes par jour, de façon à ne pas manquer de vitamines, minéraux et polyphénols.

En bonne santé mais moins longtemps

Mais manger sain, c'est aussi avaler des aliments qui ne soient pas trop contaminés par des bactéries pathogènes (*Escherichia Coli*, salmonelles, listeria, etc.) ni bourrés d'antibiotiques, d'hormones, d'anti-inflammatoires, de métaux lourds, de perturbateurs endocriniens, de dioxine et autres substances cancérigènes. Il est à craindre que l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans maladies neurodégénératives (Parkinson, Alzheimer, etc.) ni cancers hormonaux-dépendants prématurés, soit amenée à diminuer prochainement dans maints pays industrialisés, du fait de la présence de résidus pesticides dans notre alimentation. Les jeunes générations qui ont été exposées à de telles molécules, depuis leur vie *in utero* jusqu'après la puberté, seront affectées par ces maladies à un âge bien plus précoce que leurs aînés. Un grand nombre de

ces molécules pesticides sont en effet des perturbateurs endocriniens qui altèrent le fonctionnement des glandes à l'origine de la sécrétion d'hormones dans le sang (hypophyse, thyroïde, pancréas, etc.), alors même que celles-ci doivent réguler de nombreuses fonctions vitales dans nos corps.

Le défi agricole et alimentaire

Plus de 820 millions d'individus n'ont toujours pas quotidiennement accès aux 2200 kilocalories qui leur seraient nécessaires pour ne plus avoir faim et près d'un milliard supplémentaire souffrent de carences nutritionnelles en protéines, vitamines et minéraux. L'élévation du niveau de vie de nombreuses populations dans certains pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Asie du Sud-Est, etc.) s'y traduit néanmoins par une modification progressive des régimes alimentaires avec notamment une part accrue de produits animaux (lait, œufs et viandes) dont la consommation grandissante se manifeste d'ores et déjà par une augmentation encore plus rapide de la demande en céréales, tubercules, protéagineux et fourrages grossiers¹.

Compte tenu de ces évolutions probables, l'agriculture mondiale va donc être de plus en plus sollicitée dans les années à venir et il nous faut sans doute envisager un doublement de la demande en productions végétales (céréales, protéagineux, oléagineux, canne et betterave à sucre, plantes à fibres, etc.) d'ici à 2050. Or les plantes cultivées doivent trouver dans les sols un certain nombre d'éléments minéraux indispensables à leur croissance et à leur développement : phosphore, potassium, calcium, magnésium, oligoéléments, etc. L'épandage d'engrais de synthèse sur les terrains cultivés ou pâturés vise alors généralement à restituer aux sols les éléments minéraux qui en ont été extraits par les plantes. Mais on peut craindre l'amenuisement progressif des mines dont on retire les minerais à l'origine de leur fabrication. Ainsi en est-il surtout des mines de phosphate dont le « pic d'exploitation » pourrait intervenir dans seulement trois à quatre décennies.

¹ Il faut en effet de 3 à 10 calories végétales pour fabriquer une calorie animale.

Les agriculteurs vont par ailleurs devoir s'adapter aux dérèglements climatiques à venir (réchauffement global, intensité et fréquence accrue des intempéries, etc.) et il leur sera demandé aussi de fournir un nombre croissant de services environnementaux (séquestration de carbone dans la biomasse et dans les sols, paysages de grande qualité touristique, préservation de la biodiversité, régulation des microclimats locaux, etc.) tout en étant capables de maintenir les potentialités productives (la « fertilité ») des agroécosystèmes sur le long terme et d'éviter toute pollution majeure de l'air, des eaux et des sols.

**Mon premier vœu :
que les paysans puissent
mettre en œuvre l'agroécologie
en ayant accès aux moyens
leur permettant d'associer
élevage et productions
végétales.**

Marc Dufumier

La question est de savoir quelles formes d'agriculture seraient les plus à même de répondre simultanément à tous ces enjeux et à quelles conditions socio-économiques celles-ci pourraient éventuellement s'imposer.

Les nombreux méfaits de l'agriculture industrielle

De façon à rester compétitifs dans la course incessante à la productivité et pour répondre aux exigences formulées par les entreprises agro-industrielles et la grande distribution qui souhaitent transformer et vendre massivement des produits alimentaires de plus en plus calibrés et standards, les agriculteurs ont été fréquemment contraints de mécaniser et spécialiser toujours davantage leurs systèmes de production, de façon à produire à toujours plus grande échelle une gamme réduite de produits uniformes, au risque de simplifier et de fragiliser exagérément les agroécosystèmes.

Les systèmes de production agricole qui ont été conçus pour produire aux moindres coûts de gros volumes de ces produits standards sont particulièrement dénoncés aujourd'hui du fait de leurs conséquences environnementales et de leurs très nombreuses « externalités négatives » plus ou moins évaluables en termes monétaires. On leur reproche plus particulièrement :

- | Leur contribution au réchauffement climatique global, du fait de leurs émissions de gaz à effet de serre : gaz carbonique dégagé lors des déboisements et des labours, méthane émis par les ruminants, protoxyde d'azote propagé par suite des épandages d'engrais azotés de synthèse ;
- | La dépendance accrue de ces agricultures à l'égard des énergies fossiles pour le fonctionnement des engins motorisés et la fabrication des engrais azotés de synthèse et des produits pesticides ;
- | La perte de biodiversité domestique et sauvage du fait de la diminution du nombre de variétés de plantes cultivées et de races animales destinées à l'élevage, et de la spécialisation exagérée des systèmes de culture et d'élevage pratiqués au sein des exploitations agricoles et des terroirs : plantations monospécifiques, rotations culturales réduites à leur plus simple expression, fermes-usines de grande dimension, etc. ;
- | La prolifération intempestive de prédateurs et d'agents pathogènes nuisibles aux plantes cultivées et aux troupeaux domestiques, favorisée par la simplification ou trancière des agroécosystèmes ;
- | La multiplication d'herbes adventices dont les cycles de développement sont apparentés à ceux des plantes trop fréquemment cultivées ;
- | La pollution des eaux, de l'air et des sols, résultant de l'emploi intensif d'intrants chimiques (engrais de synthèse, pesticides, hormones de croissance, etc.) dans les régions de grande culture ou résultant des excès d'effluents d'élevage (lisiers, fientes, purins, etc.) relâchés par les porcheries, poulaillers et étables de taille excessive (cf. les algues vertes du littoral breton) ;
- | L'abaissement des nappes phréatiques et des débits d'étiage (débit minimum d'un

SOS Faim et l'agroécologie

Notre conviction : l'agroécologie est une démarche qui permettra à la fois d'assurer durablement la souveraineté alimentaire des exploitations familiales, aux niveaux économiques, environnemental et social mais également d'assurer durablement une production alimentaire saine pour une grande partie de la population au niveau mondial.

Notre position : Faciliter les débats, aiguiller les agriculteurs et les agricultrices du Sud, mettre en débat.

Notre mandat : La promotion de l'agroécologie et du dialogue autour d'une trajectoire vers plus d'agroécologie pour tous les acteurs, dans le respect du rythme des agricultures familiales.

cours d'eau) provoqué par un excès d'irrigation par pompage ;

- | L'érosion des sols et les glissements de terrains provoqués par l'abattage des haies vives, par des labours trop fréquents et par la faible couverture végétale des sols ;
- | La destruction d'emplois et l'exode rural prématuré de nombreux travailleurs agricoles remplacés par des machines actionnées par des moteurs de grande puissance ;
- | La salinisation de terrains mal irrigués et insuffisamment drainés.

Nombreux sont bien sûr les agriculteurs des pays industriels qui ne supportent plus d'être stigmatisés et tenus pour responsables de toutes ces « externalités négatives », considérant qu'ils n'ont fait que ce qui leur était demandé : répondre aux cahiers des charges imposés par les agro-industries et satisfaire aux moindres coûts les demandes du marché. Ils s'inquiètent aussi des conditions dans lesquelles il leur serait éventuellement possible de mettre en œuvre des systèmes de production alternatifs qui soient à la fois productifs, rentables et durables.

De plus en plus nombreux sont par ailleurs les auteurs qui nous mettent en garde au sujet des conséquences que pourraient avoir

la poursuite et l'extension de ces formes d'agriculture pratiquées à grande échelle dans la plupart des pays du Sud, à l'image de ce qui peut être déjà observé dans certains pays émergents tels que le Brésil, l'Argentine, la Malaisie ou l'Indonésie.

S'inspirer de l'agroécologie scientifique

Fort heureusement, il existe d'ores et déjà divers systèmes de production agricole intensément écologiques, capables de fournir de hauts rendements à l'hectare, sans coût majeur en carburants ni recours exagéré aux engrais de synthèse et produits pesticides, et dont on peut désormais s'inspirer pour en promouvoir de nouveaux. Inspirés de l'agroécologie scientifique, ces formes d'agriculture alternatives parviennent à faire un usage très intensif des ressources naturelles renouvelables ou pléthoriques pour lesquelles on ne peut guère entrevoir de pénuries: l'énergie solaire pour sa conversion en énergie alimentaire, le carbone du gaz carbonique de l'atmosphère pour la fabrication des hydrates de carbone (sucres, amidon, lipides, etc.), l'azote de l'air pour l'élaboration des protéines, les éléments minéraux libérés en sous-sol lors de l'altération des roches mères, etc. Elles sont par contre très économes en énergie fossile et permettent de réduire les gaspillages en éléments minéraux en utilisant au maximum les déchets organiques: résidus de cultures et effluents d'élevage. Tout en préservant une grande biodiversité domestique et sauvage au sein des agroécosystèmes avec pour effet d'assurer leur résilience en minimisant les risques de trop grands déséquilibres écologiques.

Ainsi en est-il des associations de plantes aux maintiens très différents (céréales érigées, cucurbitacées rampantes, légumineuses grimpances, tubercules, etc.) au sein desquelles les rayons du soleil parviennent presque tous à être interceptés pour les besoins de la photosynthèse. Les paysans s'efforcent en effet d'y assurer une couverture végétale la plus totale et la plus permanente possible, de façon à pouvoir capturer au mieux l'énergie lumineuse disponible et transformer celle-ci en calories alimentaires. De telles associations de cultures contribuent aussi à protéger les sols et limiter leur érosion par suite du ruissellement des eaux de pluie. Ces eaux dont l'écoulement est entravé par le couvert végétal parviennent alors à s'infiltrer

Mon second vœu: que les paysans qui s'inspirent de l'agroécologie puissent être correctement rétribués pour la qualité de leurs produits et pour les services environnementaux rendus à la société tout entière.

Marc Dufumier

au mieux dans les sols et à y rester ainsi disponibles pour leur absorption ultérieure par les racines des plantes cultivées.

L'intégration de plantes de l'ordre des légumineuses (haricots, lentilles, féverole, soja, trèfles, luzerne, etc.) dans ces associations de cultures permet par ailleurs de fournir au moindre coût les protéines végétales destinées à l'alimentation humaine ou animale, grâce à la fixation biologique de l'azote de l'air, et de ne plus dépendre de l'emploi d'engrais azotés de synthèse (urée, ammonitrate, sulfate d'ammonium) dont la fabrication est très coûteuse en énergie fossile (pétrole, gaz naturel). Ces mêmes légumineuses laissent par ailleurs des résidus azotés dans le sol, après leur récolte, pour la fertilisation des plantes qui leur succèdent au sein des rotations.

Biodiversité spontanée

La multiplicité des espèces et variétés dans les associations culturales contribue au maintien d'une grande biodiversité domestique et spontanée au sein des agroécosystèmes, avec la présence de nombreux insectes auxiliaires des cultures: abeilles et autres insectes pollinisateurs des plantes cultivées, prédateurs des insectes nuisibles, etc.

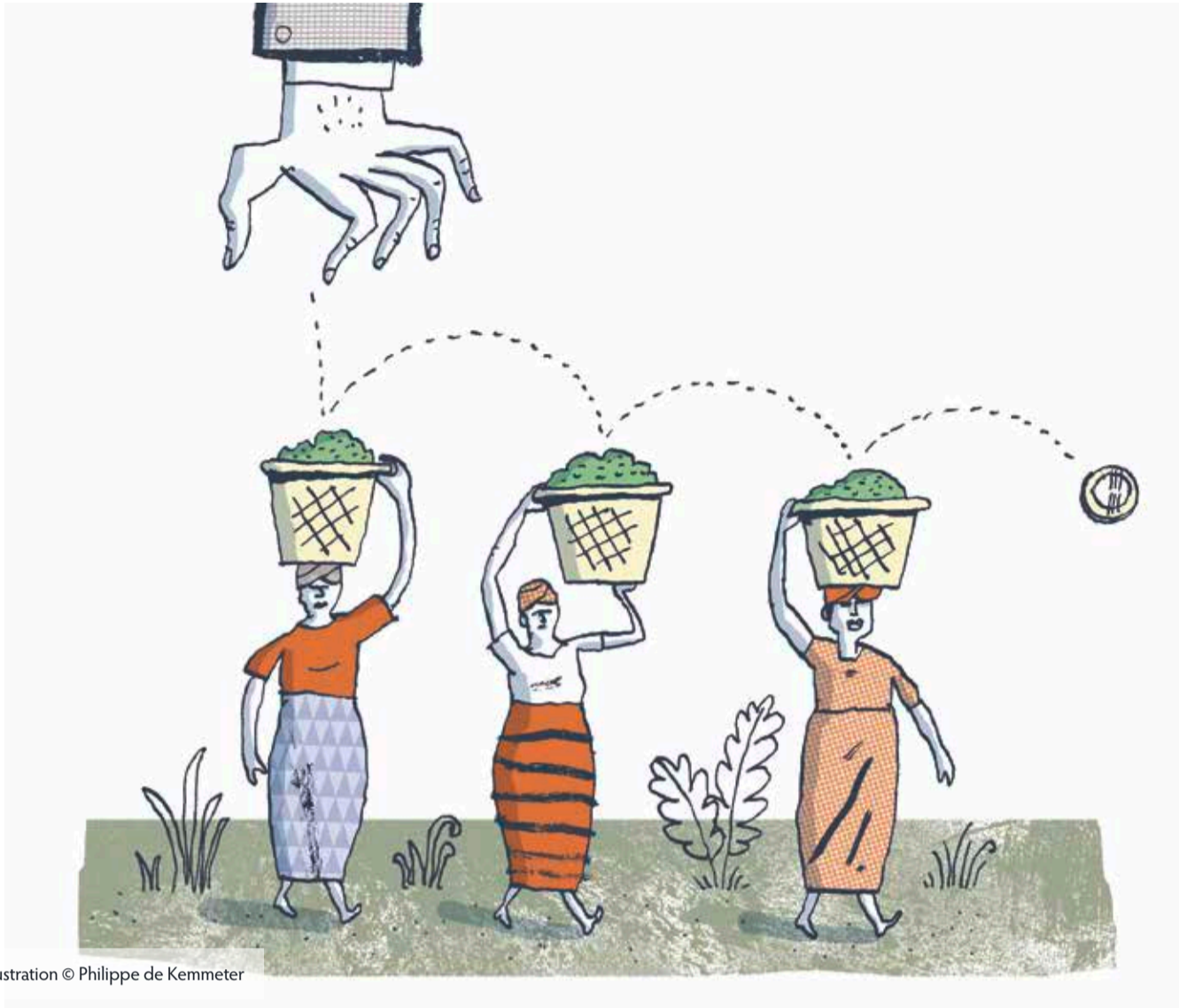


Illustration © Philippe de Kemmeter

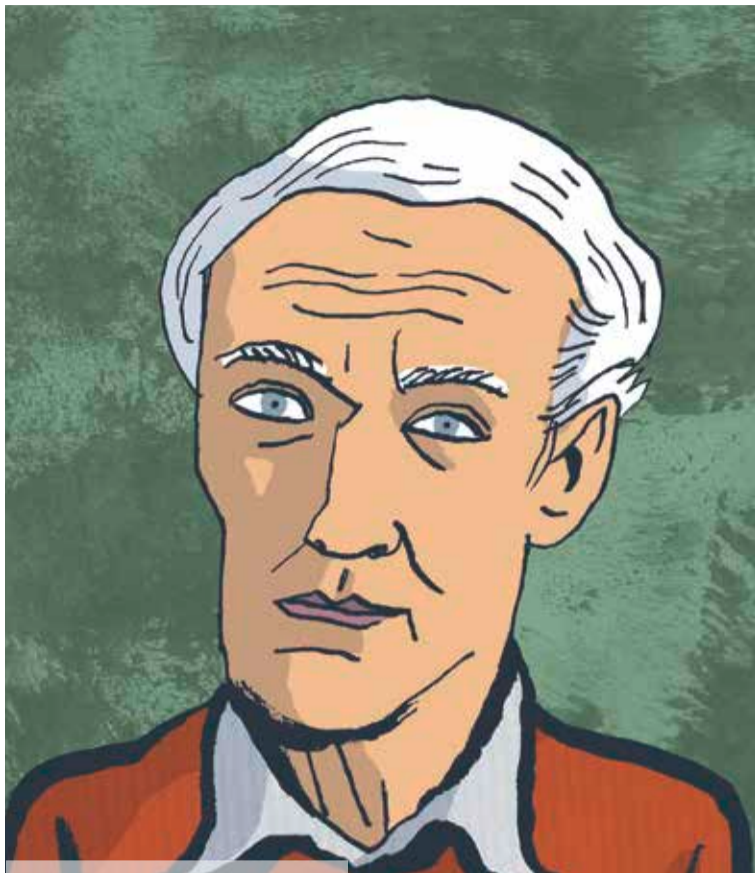
La présence simultanée dans un même champ de diverses espèces et variétés végétales constitue par ailleurs un obstacle à la prolifération des insectes ravageurs et des agents pathogènes. Ceux-ci rencontrent en effet rapidement des plantes inhospitalières à proximité immédiate de celles qu'ils sont parvenus à parasiter.

La présence dans les parcelles de champignons mycorhiziens vivant en symbiose avec les plantes cultivées permet à ces dernières de puiser dans les sols des éléments minéraux coincés entre les feuillettes d'argile et qu'elles ne peuvent pas assimiler par elles-mêmes. Leurs mycéliums ont la propriété de sécréter une glycoprotéine qui contribue à renforcer la stabilité structurale des sols et à conforter leur porosité de façon à favoriser l'infiltration des eaux pluviales en leur sein. Encore faut-il bien sûr que les agriculteurs ne répandent pas de fongicides pour protéger leurs cultures contre les champignons pathogènes.

L'implantation d'arbres et d'arbustes à enracinement profond au sein même des parcelles cultivées ou à leurs lisières permet de puiser des éléments minéraux en sous-sols, au fur et à mesure de l'altération des roches mères et de l'hydrolyse de leurs silicates. Remontés avec la sève et transférés dans la

biomasse aérienne des arbres et arbustes, ces éléments minéraux retombent ensuite à la surface des terrains lors de la chute des feuilles et branchages et contribuent ainsi à leur fertilisation. Fixés momentanément par le complexe argilo-humique de la couche arable des sols, ils peuvent être ultérieurement solubilisés et interceptés par les poils absorbants des systèmes racinaires. Les arbres et arbustes peuvent jouer aussi le rôle de brise-vents et créer un microclimat favorable à la croissance des plantes situées à leurs abords.

Les systèmes de production «écologiquement intensifs» sont aussi très souvent ceux qui parviennent à combiner étroitement agriculture et élevage au sein même des unités de production, de façon à valoriser les résidus de culture pour nourrir les animaux. Les déjections animales sont quant à elles recyclées pour la fabrication de fumiers ou de composts destinés à la fertilisation organique des sols. Cette pratique qui tend aujourd'hui à disparaître dans les pays d'Europe de l'Ouest du fait de la croissante spécialisation régionale des agricultures moto-mécanisées, peut s'avérer très utile dans les pays du Sud où l'on envisage le passage d'une agriculture manuelle à des systèmes ayant recours à la traction animale.



Marc Dufumier.

Illustration © Philippe de Kemmeter

L'une des caractéristiques essentielles de ces formes d'agriculture qui permettent d'intensifier conjointement la photosynthèse, la fixation biologique de l'azote de l'air, la capture d'éléments minéraux du sous-sol et les interactions favorables entre végétation et insectes auxiliaires, est leur caractère artisanal. Elles exigent en effet bien souvent un travail plus soigné, mais aussi plus intense à l'unité de surface, que celui des formes d'agriculture industrielle et extensive mises en œuvre dans les très grandes exploitations. Ces systèmes de production intensifs en travail peuvent donc être très intensifs en emplois au kilomètre carré et apparaissent particulièrement intéressants dans les pays où prévalent des situations de chômage chronique, avec un coût d'opportunité de la force de travail proche de zéro pour l'ensemble de la collectivité².

Les bienfaits de l'agriculture paysanne

Mais il ne faut pas être naïf : les systèmes de production agricole intensifs en emplois et intensément écologiques paraissent bien

² L'agriculture est l'un des secteurs d'activité où les prix du marché intérieur reflètent le plus mal les coûts d'opportunité des ressources ne pouvant pas faire l'objet de transactions internationales (main-d'œuvre, terrains, eaux souterraines, etc.).

difficiles à mettre en œuvre dans les exploitations agricoles de grande taille au sein desquelles les systèmes de culture ou d'élevage sont déjà hautement mécanisés, motorisés, voire robotisés. Le fait est que dans la plupart des pays d'agriculture industrielle où les plantes sont semées en lignes avec de grands écartements, les systèmes de cultures associées ne sont plus guère pratiqués de nos jours que dans les zones maraîchères ou arboricoles au sein desquelles seules des productions à très haute valeur ajoutée permettent tant bien que mal de rémunérer le travail manuel.

Ce sont bien souvent les paysans à la tête d'unités de production familiale qui ont le plus intérêt à diversifier et échelonner leurs activités productives tout au long de l'année de façon à gérer au mieux l'emploi de leur propre main-d'œuvre, en évitant les trop fortes pointes de travail et les périodes de sous-emploi ; et cela va presque toujours de pair avec des systèmes associant polyculture et élevages, la mise en œuvre de rotations de cultures et d'assolements diversifiés, le recyclage des résidus de culture et des effluents animaux au sein de leurs fermes, la fabrication de fumier ou de compost, la fertilisation organique des terrains, etc.

À l'inverse des propriétaires absentéistes qui ne travaillent pas directement dans leurs grandes exploitations agricoles mais y injectent seulement du capital en vue d'y maximiser leur taux de profit en comparaison avec d'autres opportunités de placements, les paysans investissent leur propre force de travail familiale et leur épargne éventuelle dans l'agriculture, de façon à optimiser la rémunération de leur travail, en comparant celle-ci avec ce qu'il leur serait éventuellement possible d'obtenir en exerçant d'autres activités (coûts d'opportunité). Les paysans qui travaillent ainsi pour leur propre compte ne remplaceront jamais prématurément leur main-d'œuvre familiale par des machines ou des désherbants tant que cette main-d'œuvre ne trouvera pas d'opportunités d'emplois plus rémunérateurs en dehors de leurs exploitations. Leurs enfants ne renonceront en effet bien souvent à reprendre les fermes de leurs parents que s'ils ont l'espoir de trouver un travail mieux rémunéré ou moins pénible à l'extérieur ; et l'existence d'un chômage chronique en ville peut bien sûr les en dissuader.

Les agricultures familiales plus favorables à l'agroécologie

L'agriculture paysanne est une activité familiale enracinée dans son « pays » et ses terroirs. À l'opposé des gérants des très grands domaines, les paysans vivent le plus souvent au sein même de leurs fermes, connaissent bien les particularités de chacune de leurs parcelles et de chacun de leurs troupeaux, sont directement responsables de leurs actes et s'efforcent en permanence de s'adapter aux conditions changeantes de leur environnement écologique et économique. Ils manifestent généralement une fine connaissance de leur terroir, fondée sur une longue accumulation de savoir-faire. Souhaitant transmettre des exploitations en bon état à leurs héritiers, ils veillent à ne pas endommager les potentialités productives de ces dernières.

Sur le plan écologique, le développement de techniques agricoles à la fois plus productives et plus respectueuses de l'environnement paraît en effet bien plus aisé dans les exploitations agricoles familiales, moins soumises aux impératifs d'économies d'échelle et de réduction des coûts salariaux. Ce sont bien ces exploitations agricoles familiales qui sont les plus favorables à la mise en œuvre des systèmes de production inspirés de l'agroécologie les plus conformes aux exigences du développement durable. L'agriculture paysanne apparaît donc comme la plus à même de réguler les problèmes d'emploi et d'exode rural.

L'agriculture familiale inspirée de l'agroécologie va dans le sens d'une durabilité sociale, en générant dans les campagnes les emplois que les villes ne peuvent plus guère offrir, permettant ainsi une meilleure régulation de l'exode rural. Envisager l'essor d'une agriculture paysanne mettant en œuvre des pratiques inspirées de l'agroécologie ne relève donc pas d'un quelconque passéisme mais résulte au contraire de l'impératif d'assurer le plein emploi et la durabilité des systèmes agroalimentaires mondiaux. La mise en œuvre de véritables réformes agraires destinées à favoriser l'essor d'une telle agriculture paysanne et durable reste donc bien un impératif majeur dans de nombreux pays du Sud où prédominent encore d'immenses exploitations agricoles capitalistes à salariés.

Pour un accès plus équitable aux ressources

Le fait que les paysans soient bien souvent capables d'inventer par eux-mêmes des systèmes de production agricole conformes aux exigences du développement durable, ne veut pas dire pour autant que leur situation socio-économique soit toujours favorable à cet effet. Les obstacles à l'élévation de la productivité du travail agricole, dans le plus grand respect des potentialités écologiques de l'environnement, ne sont souvent pas tant d'ordre technique que de nature socio-économique ; ils résultent bien plus souvent de structures agraires injustes, d'un accès limité aux crédits, de conditions imposées par les entreprises situées en amont ou en aval,

Mon troisième vœu : que l'on ne renonce pas aux formes d'agricultures alternatives les plus à même de nourrir correctement et durablement l'humanité tout entière.

Marc Dufumier

de législations foncières inadéquates et des conditions inégales dans lesquelles se manifeste presque toujours la concurrence entre producteurs sur les marchés mondiaux des produits agricoles et alimentaires.

Les paysans les plus pauvres de la planète n'ont pas souvent accès aux moyens de production qui leur permettraient d'associer davantage l'élevage aux productions végétales de façon à recycler au mieux leurs résidus de culture, fabriquer du fumier et assurer pleinement la fumure organique des terrains. De même leur manquent cruellement les équipements nécessaires au maniement et au transport des pailles, fourrages, fumiers et composts : râteliers, fourches, charrettes, traction animale, bêtes de somme, etc. L'urgence serait de leur permettre d'avoir enfin accès à ces animaux et équipements ; mais pour ce faire, il faudrait de toute urgence résoudre

la question de l'inégale répartition des ressources (terres agricoles, équipements, capital circulant, etc.) et de l'insuffisance dramatique des revenus paysans.

Résister à la concurrence déloyale

Mais il est vain de penser que les paysans du Sud qui travaillent encore aujourd'hui à la main pourront un jour acquérir les équipements nécessaires à la mise en œuvre des systèmes de production inspirés de l'agroécologie, surtout s'ils restent directement exposés à la concurrence des importations à vil prix de produits bas de gamme en provenance d'exploitations agricoles moto-mécanisées et subventionnées des pays du Nord. L'écart de productivité du travail entre les agricultures manuelles et moto-mécanisées dépasse en effet largement le rapport de 1 à 200 et il reste donc bien difficile pour l'agriculture artisanale de résister à une telle concurrence internationale, malgré la différence de qualité des produits. Comment la femme qui repique encore ses plantules de riz à la main et récolte ses panicules à la faucille, deux cent fois moins rémunérée que son concurrent de l'Arkansas équipé de tracteurs et de moissonneuses-batteuses pourrait-elle espérer un jour avoir accès à la charrette et à la traction animale, sans aucune protection aux frontières ? Ne devrait-on donc pas mettre fin à ce que certains appellent le « libre » échange ?

Produire moins d'aliments de bas de gamme vendus au rabais dans les pays du Sud et fournir pour nos marchés intérieurs des produits à haute valeur commerciale, gustative, sanitaire et environnementale : telle pourrait être la perspective d'avenir de l'agriculture européenne. Mais encore faudrait-il faire en sorte que les paysans qui s'inspirent de l'agroécologie puissent être correctement rétribués pour la qualité de leurs produits et pour les services environnementaux rendus à la société tout entière. Les subventions actuellement octroyées dans le cadre de la Politique agricole commune (PAC) européenne devraient alors être réorientées à cette fin et favoriser systématiquement la mise en œuvre des systèmes de production qui fassent le meilleur usage des potentialités productives des divers terroirs tout en fournissant des produits de qualité et de

proximité, répondant à un cahier des charges le plus proche possible de celui de l'actuelle agriculture certifiée « biologique » qui a le mérite, grâce à son logo, d'être correctement rémunérée.

La mise en œuvre des pratiques inspirées de l'agroécologie suppose aussi que les paysannes puissent jouir d'une plus grande sécurité foncière, de façon à pouvoir bénéficier des fruits de leurs efforts sur le long terme. Cette sécurité foncière peut être assurée selon des modalités variables, ne passant pas toutes nécessairement par une appropriation privative (souvent le meilleur moyen

≡ Diversifier et échelonner les activités.

de priver les paysans pauvres d'un accès à la terre), mais va en tous cas à l'encontre des tendances actuelles au *land grabbing*. Ces dynamiques d'accaparement du foncier sont révélatrices à la fois de la panique de certains États soucieux de garantir leurs approvisionnements agroalimentaires et de la croyance encore maintenue dans la « supériorité » des exploitations latifundiaires.

Ne pas baisser les bras

Mais la sécurité de ces approvisionnements pourrait être le plus souvent bien mieux assurée via la signature de contrats d'achats équitables avec des paysans travaillant pour leur compte et raisonnant en termes de coûts d'opportunité de la main-d'œuvre familiale, plutôt que de miser sur l'extension croissante de très grandes entreprises agricoles pilotées par des objectifs de maximisation du taux de profit et de minimisation des coûts salariaux.

Certes, ces conclusions ne sont pas vraiment conformes aux intérêts des grandes compagnies multinationales de l'agroalimentaire, des semences dites améliorées, du machinisme agricole et des produits pesticides, dont les capacités de lobbying sont particulièrement féroces. Mais pourquoi devrait-on pour autant baisser les bras et renoncer aux formes d'agriculture alternatives les plus à même de nourrir correctement et durablement l'humanité entière ? III